



**PRÉFET  
DES LANDES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

### **Arrêté préfectoral complémentaire DCPAT-BAE n° 2026-80 portant diverses modifications concernant la société SUEZ RV SUD-OUEST exploitant une installation de stockage de déchets inertes et une plateforme de valorisation de déchets sur le territoire de la commune de Saint-Martin-de-Seignanx**

**Le préfet,**

- Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, L. 512-6-1, R. 181-45, R. 181-46, R. 512-39 à R. 512-39-3 et R. 512-75-1 du Code de l'environnement ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 26 mars 2025 portant nomination de Monsieur Gilles CLAVREUL, préfet des Landes ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 586/2003 du 29 août 2003 autorisant la société BAB ASSAINISSEMENT à exploiter une unité de regroupement, de tri et de recyclage de matériaux issus du bâtiment et des travaux publics et d'un centre de stockage de matériaux inertes sur la commune de Saint-Martin-de-Seignanx ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCPAT n° 2019-01 du 3 janvier 2019 fixant des prescriptions complémentaires à la société SUEZ RV SUD-OUEST ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2025-52-SG du 9 septembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire générale de la préfecture des Landes ;
- Vu** le courrier de la société SUEZ RV SUD-OUEST du 30 octobre 2025 concernant la cessation d'activité partielle au regard de la rubrique 2760-3 (installation de stockage de déchets inertes) de la nomenclature des installations classées, avec une demande de report de réhabilitation, et la modification des conditions d'exploitation (passage commun) avec la société TERRAVAL reprenant l'extension sur la zone Nord de l'installation actuelle, ainsi que le dossier associé ;
- Vu** la demande de report la réhabilitation, ainsi que les opérations de détermination de l'usage futur, de l'ISDI associée à la notification d'arrêt définitif du 30 octobre 2025 ;
- Vu** les projets d'arrêté préfectoral complémentaire transmis pour observations à l'exploitant par courriels du 7 janvier 2026 (version initiale) et du 30 janvier 2026 (version modifiée) ;

- Vu** les réponses de l'exploitant par courriels du 27 janvier, du 28 janvier (version initiale) et du 4 février 2026 (version modifiée) concernant les projets d'arrêté ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 5 février 2026 proposant à Monsieur le préfet de prendre un arrêté préfectoral complémentaire pour l'établissement SUEZ RV SUD-OUEST ;
- Considérant** que l'exploitant met à l'arrêt définitivement son ISDI au sens de l'article R. 512-75-1 du Code de l'environnement ;
- Considérant** que les terrains concernés ne sont pas libérés du fait du maintien d'une plateforme de valorisation de déchets inertes exploitée prochainement par la société TERRAVAL, qui portera par ailleurs une extension en partie Nord de l'installation actuelle ;
- Considérant** que l'exploitant a justifié le besoin de reporter la réhabilitation et les opérations de détermination l'usage futur telles que définies à l'article R. 512-39-2 du Code de l'environnement et exposé le calendrier envisagé dans les délais prévus à l'article R. 512-39 du Code de l'environnement ;
- Considérant** qu'il convient d'encadrer les conditions de ce report et de son éventuelle réévaluation ;
- Considérant** que les autres modifications ne constituent pas des modifications substantielles de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du Code de l'environnement ;
- Considérant** que la nature et l'ampleur des modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;
- Considérant** que les modifications nécessitent la mise à jour de la situation administrative de l'établissement, ainsi que certaines prescriptions techniques ;
- Sur proposition** de Madame la secrétaire générale de la préfecture des Landes ;

## ARRÊTE

### Article 1 – Mise à jour du tableau de classement

Le tableau de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 janvier 2019 susvisé, concernant la société SUEZ RV SUD-OUEST, exploitant une installation de stockage de déchets inertes et une plateforme de valorisation de déchets sur le territoire de la commune de Saint-Martin-de-Seignanx, route de Northon, ZAC du Seignanx – Ambroise III, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Liste des installations ICPE concernées par l'autorisation environnementale

Rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité de l'établissement	Régime
2791.1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971. La quantité de déchets traités est supérieure ou égale à 10 t/j.	300 t/j	Autorisation
2716.1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée	3 980 m <sup>3</sup>	Enregistrement



Rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité de l'établissement	Régime
	à l'article R 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> .		
2515.1b	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation est supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW.	< 200 kW	Déclaration
2517.2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit est supérieure à 5 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup> .	< 10 000 m <sup>2</sup>	Déclaration
2713.2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface est supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> et inférieure à 1 000 m <sup>2</sup> .	< 1 000 m <sup>2</sup>	Déclaration
2714.2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	< 1 000 m <sup>3</sup>	Déclaration

L'activité de stockage de déchets inertes relative à la rubrique ICPE 2760-3 est arrêtée et a fait l'objet d'une procédure de cessation partielle d'activité telle que prévue par le Code de l'environnement. La mise en sécurité de l'ISDI a été réalisée (plus d'apports de déchets, stabilité du massif, maîtrise des accès et surveillance environnementale), mais la réhabilitation est reportée selon les prescriptions fixées par les articles suivants. »

## Article 2 – Mise en sécurité de l'installation

L'exploitant transmet, sous trois mois à l'inspection des installations classées, l'attestation mentionnée au point III de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement (ATTES SECUR).

## Article 3 – Report de la réhabilitation de l'ISDI

L'exploitant procède à la réhabilitation de l'ancienne ISDI dans un délai de trois mois à compter de l'arrêt de l'ensemble des activités du site. L'usage futur du site sera défini à ce moment-là en lien avec la Communauté de Communes du Seignanx (propriétaire et autorité compétente en matière d'urbanisme).

La réhabilitation concerne les parcelles n° 70, 71 et 1091 (en partie) de la section K du cadastre de la commune de Saint-Martin-de-Seignanx. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires lors des



travaux de réhabilitation afin de n'impacter aucun milieu sensible, en particulier au niveau de la parcelle K 71 en limite de propriété Nord. Le suivi du chantier par un écologue pourrait utilement répondre à cette prescription.

Conformément au chapitre X de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement susvisé, précisant les conditions de réaménagement du site après exploitation, un rapport détaillé de la remise en état du site est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de six mois à compter de l'arrêt de l'ensemble des activités du site. Les attestations mentionnées au I et au III de l'article R. 512-39-3 du Code de l'environnement (ATTES MEMOIRE et TRAVAUX) sont transmises à l'inspection des installations classées en même temps que le rapport de remise en état du site susmentionné.

Dans l'attente des travaux de réhabilitation, la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, en particulier sur les eaux superficielles et souterraines, est maintenue dans le cadre de l'arrêté préfectoral d'exploitation et des arrêtés ministériels applicables.

#### **Article 4 – Nouvelle emprise ICPE**

Les parcelles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> du cahier des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 août 2003 susvisé sont modifiées comme il suit :

« Cette installation est implantée au lieu-dit « Landes de Northon » sur les parcelles n° 1088 et 1091 (en partie) de la section K de la matrice cadastrale de la commune de Saint-Martin-de-Seignanx. Elle prend place sur la partie supérieure de l'ISDI, la société TERRAVAL devant s'installer sur l'autre moitié afin d'exploiter une plateforme de tri de déchets inertes et de créer une ISDI dans la continuité de l'installation actuelle (un dossier spécifique sera déposé par le nouvel exploitant). ».

#### **Article 5 – Gestion des eaux**

Suite aux modifications du périmètre ICPE, le bassin de décantation et le bassin de régulation au milieu naturel se retrouvent sur l'emprise de la Communauté de communes. L'exploitant établit sous trois mois une convention tripartite (SUEZ RV SUD-Ouest, Communauté de communes et TERRAVAL) relative à l'entretien de ces bassins. Cette convention est transmise dès signature à l'inspection des installations classées.

La surveillance des rejets aqueux en sortie du bassin de décantation est réalisée à une fréquence annuelle et conformément aux dispositions prévues par l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Article 6 – Co-activité SUEZ RV SUD-OUEST et TERRAVAL**

La société SUEZ RV SUD-OUEST met à disposition de la société TERRAVAL, ayant le projet de s'implanter au niveau des parcelles limitrophes du nouveau périmètre ICPE de l'exploitant et devant passer dans un premier temps par le périmètre ICPE de SUEZ RV SUD-OUEST, le portail et le chemin permettant l'accès à leur périmètre.

Dans ce cadre, afin de maîtriser les risques en matière de sécurité des personnes et des biens de l'une ou l'autre des entités, ainsi que les impacts potentiels sur l'environnement en particulier en cas de sinistre, une convention est établie et transmise à l'inspection des installations classées dès signature.

#### **Article 7 – Publicité**

Conformément aux dispositions du Code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Martin-de-Seignanx et peut y être consultée par les personnes intéressées,



- 2° un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de Saint-Martin-de-Seignanx pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire,
- 3° le même extrait est affiché en permanence, de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant,
- 4° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Landes pendant une durée minimale de quatre mois.

#### Article 8 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Landes, le sous-préfet de Dax, le maire de Saint-Martin-de-Seignanx, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SUEZ RV SUD-OUEST.

Mont-de-Marsan, le 18 FEV. 2026

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,

Stéphanie MONTEUIL

#### Voie et délai de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau (Villa Noulibos - 50 Cours Lyautey - 64010 PAU Cedex) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- 1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

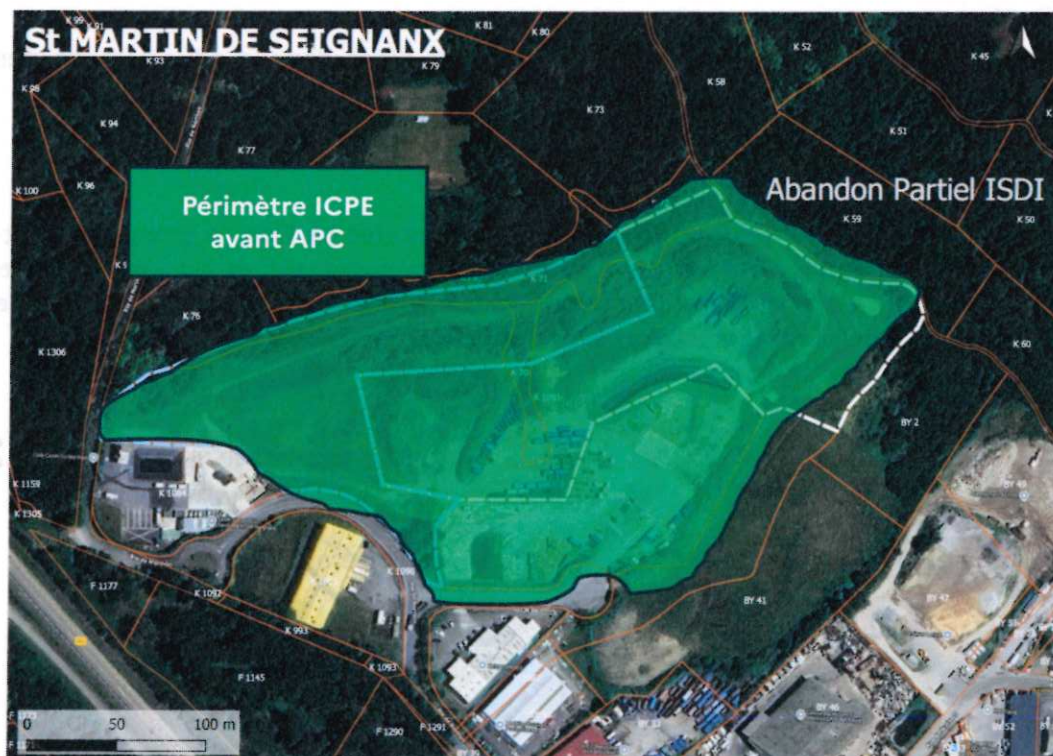
Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).



## ANNEXE

### Ancien périmètre ICPE



### Périmètre retenu faisant l'objet de l'arrêté préfectoral complémentaire

